sa patrie puisse abriter et sustenter les millions de canadiens à venir, tout comme elle a abrité et fait vivre la poignée de colons qui vinrent autrefois s'établir sur les rives du St-Laurent.

Telle est en résumé la thèse de M. Biggar, et la haute capacité de l'auteur lui donne une valeur à part.

Sans doute, elle renferme des points discutables. On a déjà dit, par exemple, qu'il fallait des raisons bien graves pour que l'Etat interdise un commerce qui affecte la propriété privée; que chacun est le maître de faire de son bien l'usage qu'il voudra et de le vendre à qui il lui plaira. Puis, comment faire face au bouleversement économique qui serait bien assurément le résultat d'un changement aussi radical chez les gens qui, depuis des années, comptent sur les revenus qu'ils tirent de cette exportation pour faire face à leurs affaires? Et ensuite, quelle serait la durée de cette crise; combien de temps faudra-t-il pour que la nouvelle industrie soit solidement établie dans notre province? Voilà autant de questions—et il y en d'autres—que M. Biggar ne touche pas et qui vaudraient d'être sérieusement examinées.

Toutefois, on lira son travail avec grand profit. Il est difficile de rencontrer de plus sérieux arguments pour établir un point d'économie politique, encore discuté, il est vrai, mais qui, pour nous québécois, est de la plus haute importance. Et s'il est vrai de dire que cet opuscule ne clora probablement pas le débat, on devra du moins lui rendre le témoignage d'être de toute bonne foi, et d'exposer très sérieusement les arguments qui militent en faveur de la thèse défendue par l'auteur.

C. LAFLAMME, ptre,
 Université Laval,
 Québec.